

L'an deux mille quatorze et le vingt-deux décembre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE
2014**

Date de convocation : 16 décembre 2014

Affiché le : 24 décembre 2014

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 60 puis 59 à partir de la délibération n°247 puis 58 à partir de la délibération n°255 puis 57 à partir de la délibération n°256 puis 56 à partir de la délibération n°257 puis 55 à partir de la délibération n°259

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY – France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Sabine SOL jusqu'à la délibération n°258 incluse Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD — Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC jusqu'à la délibération n°246 incluse – Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON — Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Julien LANGARD – Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ – Julien AUBERT jusqu'à la délibération n°255 incluse Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Eric UGHETTO Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : absent excusé La Roque sur Pernes : pouvoir Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON – Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°254 incluse Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS jusqu'à la délibération n°256 incluse St Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT St Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION – Pauline DREANO a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Caroline BALAS a donné pouvoir à Serge ANDRIEU – Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Bernard BOSSAN — Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Yvette GUIOU – Joseph BERNHARDT a donné pouvoir à Gaby BEZERT - Aimé NAVELLO a donné pouvoir à Claude LAUTIER - Louis BONNET a donné pouvoir à André AIELLO – Christian RIPERT a donné pouvoir à Michel JOUVE. Jean-François SENAC a donné pouvoir à Karine GUEZ à partir de la délibération n°247 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Dominique BODON à partir de la délibération n°255 – Julien AUBERT a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD à partir de la délibération n°256 - Michèle PLANTADIS a donné pouvoir à Gilles VÈVE à partir de la délibération n°257 – Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES à partir de la délibération n°259.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET – Francis JULLIEN – Pascal BOUREZ

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Bernard CHARRASSE

Délibération n°240-14

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Tableau des effectifs

Accusé de réception en préfecture
084-248400053-20141222-d240-14-DE
Date de télétransmission : 24/12/2014
Date de réception préfecture : 24/12/2014

Conseil de Communauté du 22 décembre 2014

Délibération n°240-14

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Tableau des effectifs

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°155-10 13 décembre 2010 portant dispositif de gestion des temps de travail, ainsi que ses avenants n°21-11 du 18 avril 2011 et n°92-13 du 24 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°144-13 du 4 novembre 2013 portant dispositif indemnitaire, ainsi que son avenant n°206/14 du 13 octobre 2014,

Vu l'avis du comité technique du 24 novembre 2014,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste de directeur territorial, affecté aux missions de responsable des ressources humaines,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste d'ingénieur principal, affecté aux missions de responsable du service Constructions publiques,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste de puéricultrice hors classe, affecté aux missions de directrice de structure multi-accueil,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste de puéricultrice de classe supérieure, affecté aux missions de responsable du service Petite enfance,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste d'infirmier en soins généraux de classe supérieure, affecté aux missions de directrice de structure multi-accueil,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe, affecté aux missions de responsable du département Bâtiments,

Considérant que pour nommer des agents proposés à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 2 postes d'adjoints techniques principaux de 1^{ère} classe affectés aux missions, respectivement, d'électricien polyvalent (1 agent) et de conducteur PL – spécialité BOM (1 agent),

Considérant que pour nommer des agents proposés à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 2 postes d'adjoints techniques principaux de 2^e classe, affectés aux missions de conducteur PL – spécialité BOM (1 agent) et d'agent de livraison et de maintenance des bacs (1 agent),

Considérant que, pour nommer des agents proposés à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 3 postes d'adjoints techniques de 1^{ère} classe affectés aux missions de référent Logistique et Restauration scolaire ERPI (1 agent), de magasinier (1 agent) et d'assistant Petite enfance (1 agent),

Accusé de réception en préfecture
084-24840053-20141222-d240-14-DE
Date de télétransmission : 24/12/2014
Date de réception préfecture : 24/12/2014

Considérant que, pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe affecté aux missions de référent d'insertion socio-professionnelle,

Considérant que, pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe affecté aux missions d'auxiliaire de puériculture en crèche,

Considérant que, pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer 1 poste d'agent social de 1^{ère} classe affecté aux missions d'assistant Petite enfance,

Considérant qu'il convient, comme suite au départ d'un médiateur du tri, de créer un emploi relevant du cadre d'emplois des adjoints d'animation ou des adjoints techniques, afin d'assurer son remplacement,

Considérant que, suite à la nomination stagiaire d'un assistant Petite enfance dans le grade d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe, il convient, afin de remplacer cet agent, de créer un emploi à temps non complet (30 heures hebdomadaires) relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques,

Considérant que, comme suite à la mobilité interne d'un agent affecté aux fonctions de secrétaire de la DRM – spécialité Achats et Marchés, il convient, afin d'assurer le recrutement, de créer un emploi relevant des grades d'adjoint administratif de 2^{ème} ou de 1^{ère} classe,

Considérant qu'afin de recruter un gestionnaire des marchés publics, il convient de créer un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe,

Considérant qu'afin de recruter un chargé de la recherche et du suivi des subventions, il convient de créer un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe,

Considérant que, dans le cadre de la réorganisation du service financier et du secrétariat de la Direction des ressources et moyens, il convient de transformer un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, à temps non complet (28 heures hebdomadaires), exerçant les fonctions de secrétaire – spécialité RH, en emploi à temps complet,

Considérant que, dans le cadre de la mise en place d'un service commun, il convient de créer un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs ou du grade de rédacteur (ou équivalents de la filière technique), pour exercer les fonctions d'instructeur adjoint au responsable du service mutualisé des autorisations du droit des sols,

Considérant que dans le cadre de la mise en place d'un service commun, il convient de créer un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, pour exercer les fonctions d'assistant de gestion du service mutualisé des autorisations du droit des sols,

Considérant que, dans le cadre de la réorganisation de la Direction générale des services et du Cabinet, il convient de créer un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe, pour exercer les fonctions d'assistant du Président,

Considérant qu'afin de répondre de façon transversale aux besoins des services de la CoVe, et plus particulièrement de la cellule Archives communautaires, du service Culture et Patrimoine, du service Communication et du service Tourisme, il convient de créer un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe, pour exercer les fonctions de correspondant archives – factotum,

Considérant qu'il est utile de procéder à la suppression de certains postes au tableau des effectifs,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi non permanent d'agent informatique, afin de faire face à l'accroissement temporaire d'activité du service des Systèmes d'information et de télécommunications,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi non permanent de conducteur TP polyvalent, afin de faire face à l'accroissement temporaire d'activité du département Voirie,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi non permanent de coordonnateur intercommunal du réseau des bibliothèques, afin de faire face à un accroissement temporaire de l'activité du service Culture et Patrimoine,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi administratif non permanent pour faire face, durant deux mois, à l'accroissement saisonnier de l'activité du service Culture et Patrimoine, lié à l'organisation de la manifestation culturelle « Visites en scène »,

Considérant qu'il est opportun, pour faire face à des besoins ponctuels pouvant survenir au sein des services au cours de l'année 2015, sans qu'il soit possible de les anticiper, d'autoriser le recours à des emplois non permanents de catégorie C pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler, pour l'année 2015, l'autorisation de recourir à des emplois de vacataires, pour faire face à des besoins ponctuels, sans caractère de continuité,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide :

Article 1 : DE CREER un emploi de directeur territorial, pour exercer les fonctions de responsable des ressources humaines.

Article 2 : DE CREER un emploi d'ingénieur principal, pour exercer les fonctions de responsable du service Constructions publiques.

Article 3 : DE CREER un emploi de puéricultrice hors classe, pour exercer les fonctions de directrice de structure multi-accueil.

Article 4 : DE CREER un emploi de puéricultrice de classe supérieure, pour exercer les fonctions de responsable du service Petite enfance.

Article 5 : DE CREER un emploi d'infirmier en soins généraux de classe supérieure, pour exercer les fonctions de directrice de structure multi-accueil.

Article 6 : DE CREER un emploi de technicien principal de 1^{ère} classe, pour exercer les fonctions de responsable du département Bâtiments.

Article 7 : DE CREER deux emplois d'adjoints techniques principaux de 1^{ère} classe pour des agents qui exercent les fonctions d'électricien polyvalent (1 emploi) et de conducteur PL – spécialité BOM (1 emploi).

Article 8 : DE CREER deux emplois d'adjoints techniques principaux de 2^e classe, pour exercer les fonctions de conducteur PL – spécialité BOM (1 emploi) et d'agent de livraison et de maintenance des bacs (1 emploi).

Article 9 : DE CREER trois emplois d'adjoints techniques de 1^{ère} classe pour des agents qui exercent les fonctions de référent Logistique et Restauration scolaire ERPI (1 emploi), de magasinier (1 emploi) et d'assistant Petite enfance (1 emploi).

Article 10 : DE CREER un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe pour exercer les fonctions de référent d'insertion socio-professionnelle.

Article 11 : DE CREER un emploi d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'auxiliaire de puériculture en crèche.

Article 12 : DE CREER un emploi d'agent social de 1^{ère} classe pour exercer les fonctions d'assistant Petite enfance.

Article 13 : DE CREER un emploi relevant du cadre d'emplois des adjoints d'animation ou des adjoints techniques pour exercer les fonctions de médiateur du tri.

Article 14 : DE CREER un emploi, à temps non complet (30 heures hebdomadaires), relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques pour exercer les fonctions d'assistant Petite enfance.

Article 15 : DE CREER un emploi relevant des grades d'adjoint administratif de 2^{ème} ou de 1^{ère} classe pour exercer les fonctions de secrétaire de la DRM - spécialité Achats et Marchés.

Article 16 : DE CREER un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions de gestionnaire des marchés publics.

Article 17 : DE CREER un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions de chargé de la recherche et du suivi des subventions.

Article 18 : DE CREER un emploi d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions de secrétaire de la DRM - spécialité RH.

Article 19 : DE CREER un emploi relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs ou du grade de rédacteurs, ou du cadre d'emplois des adjoints techniques et du grade de technicien, pour exercer les fonctions d'instructeur adjoint du responsable du service mutualisée d'autorisation du droit des sols.

Article 20 : DE CREER un emploi relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs pour exercer les fonctions d'assistant de gestion du service mutualisé des autorisations du droit des sols.

Article 21 : DE CREER un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe pour exercer les fonctions d'assistant du Président,

Article 22 : DE CREER un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe pour exercer les fonctions de correspondant Archives – factotum.

Article 23 : DE SUPPRIMER du tableau des effectifs, à la date effective de vacance du poste :

- 1 poste d'attaché principal affecté aux missions de responsable des ressources humaines,
- 1 poste d'ingénieur affecté aux missions de responsable du service Constructions publiques,
- 1 poste de puéricultrice de classe supérieure affecté aux missions de directrice de structure multi-accueil,
- 1 poste de puéricultrice de classe normale affecté aux missions de responsable du service Petite enfance,
- 1 poste d'infirmier en soins généraux de classe normale affecté aux missions de directrice de structure multi-accueil,
- 1 poste de technicien principal de 2^{ème} classe affecté aux fonctions de responsable du département Bâtiments,
- 2 postes d'adjoints techniques principaux de 2^{ème} classe affectés aux missions d'électricien polyvalent (1 poste), de conducteur de poids-lourds – spécialité Benne à ordures ménagères (1 poste),
- 2 postes d'adjoints techniques de 1^{ère} classe affectés aux missions d'agent de livraison et de maintenance des bacs (1 poste), de conducteur de poids-lourds – spécialité benne à ordures ménagères (1 poste),
- 3 postes d'adjoints techniques de 2^{ème} classe affectés aux missions de référent Logistique et Restauration scolaire ERPI (1 poste), magasinier (1 poste), assistant Petite enfance (1 poste),
- 1 poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe affecté aux missions de référent d'insertion

pourra donner lieu à un remboursement partiel du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Transmis en Préfecture le : 24 DEC. 2014

Publication par affichage le : 24 DEC. 2014

Exécutoire le : 24 DEC. 2014

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

socio-professionnelle,

- 1 poste d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe affecté aux fonctions d'auxiliaire de puériculture en crèche,
- 1 poste d'agent social de 2^{ème} classe affecté aux missions d'assistant Petite enfance,
- 1 poste d'animateur affecté aux fonctions de médiateur du tri,
- 1 poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe, à temps non complet (30 heures hebdomadaires), affecté aux fonctions d'assistant Petite enfance,
- 1 poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe affecté aux fonctions de secrétaire partagé de la DRM – spécialité Achats et Marchés,
- 1 poste de rédacteur affecté aux missions de gestionnaire des marchés publics,
- 1 poste relevant du cadre d'emplois des rédacteurs ou du grade d'attaché affecté aux fonctions de chargé de la recherche et du suivi des subventions.
- 1 poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, à temps non complet (28 heures hebdomadaires), affecté aux fonctions de secrétaire partagé de la DRM – spécialité RH,
- 1 poste d'ingénieur principal affecté aux fonctions de directeur général des services techniques,
- 1 poste de directeur territorial affecté aux fonctions de responsable des finances.

Article 24 : D'AUTORISER le recours, au sein du service des systèmes d'information et de télécommunication, à un contrat d'adjoint administratif de 2^{ème} classe affecté aux missions d'agent informatique, conclu sur le fondement du 1^o de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 25 : D'AUTORISER le recours, au sein du département Voirie, à un contrat d'adjoint technique de 2^{ème} classe affecté aux missions de conducteur TP polyvalent, conclu sur le fondement du 1^o de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 26 : D'AUTORISER le recours, au sein du service Culture et Patrimoine, à un contrat établi dans les cadres d'emplois des assistants du patrimoine ou des bibliothécaires afin d'exercer les missions de coordonnateur intercommunal du réseau des bibliothèques, conclu sur le fondement du 1^o de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 27 : D'AUTORISER le recours, au sein du service Culture et Patrimoine, à un contrat d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, conclu sur le fondement du 2^o de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984

Article 28 : D'AUTORISER le recours à des emplois non permanents pour faire face à un accroissement temporaire d'activité, ce pour une durée maximale de douze mois, sur le fondement du 1^o de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée :

- 5 contrats d'adjoints techniques ou administratifs de 2^e classe, emplois de catégorie C, pour l'ensemble des services;
- 5 contrats d'adjoints techniques de 2^e classe, emplois de catégorie C, au sein du service Gestion des déchets
- 3 contrats d'adjoints techniques de 2^{ème} classe ou d'auxiliaire de puériculture, emploi de catégorie C, au sein du service Petite enfance.

Article 29 : D'AUTORISER le recours à des emplois vacataires :

- 13 guides conférenciers pour le service Tourisme, payés 20,68 € bruts de l'heure,
- 3 éducateurs sportifs pour le service Actions éducatives, payés 15 € bruts de l'heure,
- 3 pigistes au service Communication, payés 10 € bruts de l'heure pour la conception et la rédaction de différents articles,
- 3 médecins pour les crèches, rémunérés 50 € bruts de l'heure,
- 1 vacataire ayant des compétences de formateur-consultant pour réaliser une mission d'appui à la conduite des changements organisationnels, rémunéré 112,75 € bruts de l'heure,
- 1 vacataire auxiliaire de vie professionnelle rémunéré 15 € bruts par heure. Cet emploi